

reflètent assez fidèlement la popularité dont il jouit auprès de la population. On comprend donc pourquoi mes amis à ma gauche insistent constamment pour que les dépenses d'élection soient limitées. Ils semblent éprouver des difficultés à recueillir des fonds considérables, si ce n'est par contrainte, selon leur philosophie de contrainte. Comme ils ne jouissent pas d'une grande faveur auprès du public et qu'ils ne peuvent recueillir de larges sommes pour leur campagne électorale, ils optent pour l'autre solution, qui est de limiter les dépenses permises aux autres partis. C'est tout comme s'ils augmentaient leur propre caisse.

J'ai été quelque peu dérouteré par le pharisaïsme du député qui m'a précédé lorsqu'il a parlé de conflits d'intérêts entre les partis et les bailleurs de fonds en puissance. Tout le monde sait, je pense, que le parti dont les membres siègent à ma gauche, dépend en grande partie des contributions exigées par les syndicats, dont certains sont dominés par des organisations étrangères. Du point de vue de conflits d'intérêts, il n'y a, me semble-t-il, aucune différence entre un chef syndical qui conseille à un membre de son groupe ce qu'il doit dire, quand il doit le dire et jusqu'où il peut aller, et une société qui se comporterait de la même manière. Si on examine la structure du bill, ce genre de pharisaïsme ne se justifie pas.

M. Burton: Nous allons poser cartes sur table.

M. Yewchuk: Naturellement, ce parti va poser ses cartes sur la table, parce que les contributions sont obligatoires. Elles sont déduites à la source, de la même manière que l'impôt sur le revenu. Il n'y a absolument aucun moyen de les déguiser en contributions bénévoles. Je reconnais que les travailleurs ont le droit de se désengager, mais ils ne le font pas habituellement s'ils veulent survivre. Si nous analysons les propos que tenait le chef de ce parti et la décision que prit, il y a un jour ou deux, le Congrès du travail du Canada, d'appuyer ouvertement ce parti, il ressort que les vues de ce parti ne reflètent pas fidèlement celles de la population en général, dans les cas où un conflit d'intérêts pourrait surgir.

Le parti à notre gauche nous a critiqués, nous accusant d'être les pantins des grosses maisons d'affaires, d'être à leur solde, payés et gérés par eux. C'est un mythe et toute personne intelligente ne peut que s'en rendre vite compte. Vous n'avez qu'à vous demander d'où viennent les députés qui forment mon parti; presque tous représentent des circonscriptions relativement pauvres sur le plan économique, dont des circonscriptions rurales et d'autres où...

M. McBride: Nous avons même des députés qui sont pauvres.

M. Yewchuk: C'est vrai; je ne vais pas les nommer, mais j'en vois un actuellement. Ce que j'essaie d'expliquer, c'est que ce parti n'est pas du tout dirigé, possédé ou exploité par la haute finance. En fait, il est dirigé et exploité par le Canadien moyen, par le travailleur, le pêcheur, le cultivateur moyens et aussi par l'homme d'affaires moyen et parfois par des médecins et des avocats. Notre parti ne compte malheureusement aucun avocat influent, mais je suis certain que si nous faisons le nécessaire, nous arriverons à en attirer quelques-uns.

Beaucoup de syndiqués nous appuient. Je suis sûr qu'on le constatera en examinant les résultats des élections dans les régions qu'ils habitent. Ils ne votent pas nécessairement comme leurs chefs leur ont dit. On nous accuse de relever de la haute finance mais ce n'est tout bonnement pas vrai.

Deuxièmement, j'aimerais dire ce que je pense de l'idée de révéler la provenance de l'argent qui sert aux campagnes électorales. Ce que je dis n'engage que moi; les autres députés diront à leur tour ce qu'ils pensent. Pour ma part, j'ignore absolument d'où me vient l'argent dont je me sers; l'identité des donateurs, qu'il s'agisse de particuliers, de sociétés ou d'associations intéressées, m'est tout à fait inconnue. Ce que je sais, c'est que je reçois les fonds qui me sont alloués par le comité financier central du parti.

M. Skoberg: Enfin, nous le savons!

M. Yewchuk: Ainsi, assuré de ses coudées franches, un député me paraît beaucoup plus en mesure de défendre les intérêts de tous les Canadiens que s'il est l'objet de pressions de la part des personnes qui contribuent à sa campagne. Les députés du parti installé à ma gauche voudraient que chacun connaisse l'identité de ces donateurs parce qu'eux-mêmes, connaissant l'identité des leurs, savent d'expérience combien les revendications de certains groupes de pression peuvent être pénibles à supporter.

Des voix: Bravo!

M. Yewchuk: Dans ma situation j'aimerais autant ne pas savoir. Je ne désire pas faire l'objet de pressions de la part d'un groupe déterminé m'indiquant ce que je dois dire au Parlement et pour qui je dois parler. Je désire pouvoir parler honnêtement, sincèrement et impartialement de la façon que j'estime la plus souhaitable pour mes commettants et le pays. Je m'oppose donc vigoureusement à l'idée de dévoiler le nom des particuliers, des entreprises ou de tout autre groupe ayant fait des dons, gros ou petits, au parti politique que je représente.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais étant donné qu'il est 4 heures, la Chambre va maintenant procéder à l'examen des travaux d'initiative privée inscrits au *Feuilleton* d'aujourd'hui, à savoir les bills d'intérêt public, les avis de motions et les bills d'initiative privée.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. M. MacLean: Monsieur l'Orateur, le leader du gouvernement à la Chambre peut-il dire si les travaux de la semaine prochaine seront ceux qu'il a déjà annoncés, ou y aura-t-il des modifications?

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, nous avons l'intention de poursuivre l'étude du budget mardi et mercredi. Jeudi, je voudrais revenir à la liste des projets de loi que j'ai donnée jeudi dernier, à commencer par le bill concernant les dépenses d'élection que la Chambre a étudié tantôt. S'il y a des modifications, j'en informerai les députés.